

COMBAT OUVRIER

SUPPLEMENT AU MENSUEL

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire
en Martinique et en Guadeloupe

Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe

Pour la reconstruction de la IV^e Internationale

O, 50 F.

SAMEDI 11 JUIN 1977

BI-HEBDOMADAIRE TROTSKYSTE - PARAÎT MERCREDI ET SAMEDI - PRIX: 0,50 F.

EDITORIAL

FRANCE: VOTE SUR LE PARLEMENT EUROPEEN Chirac bat le rappel de la droite

La "majorité présidentielle" semble de nouveau divisée, cette fois à propos de l'élection du parlement européen au suffrage universel. En effet, alors que le gouvernement Barre, soutenu par le Parti Républicain (ex-RI) et les centristes présente un projet de loi favorable à cette élection, le RPR demande un ajournement du débat sur ce projet, qu'il estime dangereux pour l'"indépendance nationale" de la France.

En fait, tout un chacun sait que la dite assemblée n'aura aucun pouvoir réel. La véritable raison de l'opposition des amis de Chirac à ce projet réside donc ailleurs. Le RPR a saisi cette nouvelle occasion de se démarquer de Giscard et de Barre, car il veut plus que jamais apparaître comme le rempart le plus conséquent face à la montée de l'Union de la gauche, le défenseur de "l'intégrité nationale" ralliant ainsi à lui les couches les plus réactionnaires de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie.

Cette attitude ne va probablement pas aboutir à une fote de défiance à l'égard du gouvernement, qui pourrait entraîner une dissolution de l'assemblée et provoquer des élections anticipées : en effet, le RPR ne veut certainement pas apparaître comme le parti qui a favorisé la venue au pouvoir de l'Union de la gauche. Cependant, la logique même de la contestation à Giscard peut entraîner Chirac et les siens, malgré eux, à engager ce processus.

Mais les partisans de Chirac voient plus loin : dès aujourd'hui, ils se posent en seule alternative valable à l'Union de la gauche. Ils considèrent comme pratiquement acquise la victoire de la gauche aux prochaines élections. Mais ils savent que les dirigeants de l'Union de la gauche n'ont absolument pas l'intention de remettre en cause le pouvoir de la bourgeoisie. Ce qu'ils veulent, c'est être de loyaux gérants des intérêts de la bourgeoisie, et cela, ils ne pourront le faire qu'en usant de leur influence pour freiner les revendications des travailleurs, en leur faisant produire davantage.

Une telle politique ne pourra qu'amener, à terme, la gauche à se déconsi-

Suite page 2

MARTINIQUE

Les parents d'élèves réclament le départ du Recteur Doumenge

Réunis le jeudi 9 juin en Assemblée générale, les parents d'élèves de la Fédération Cornec de Martinique, ont voté une résolution dans laquelle ils réclament le départ de l'Académie du recteur Doumenge et la non application de la réforme Haby. Les parents d'élèves appellent tous à boycotter la prochaine rentrée au cas où les pouvoirs publics s'entêteraient à mettre en pratique les premières mesures de la réforme dès la prochaine rentrée.

Que les parents d'élèves réclament à l'unanimité le départ du recteur Doumenge, en même temps du reste que les enseignants eux-mêmes, cela se comprend aisément à la lumière de toutes les déclarations méprisantes et apageuses de ce dernier. Doumenge ne disait-il pas

dans une interview accordée à un journal martiniquais que les parents envoient leurs enfants en classe uniquement pour percevoir la bourse, et que ce sont les enseignants martiniquais qui sont responsables de l'échec scolaire en Martinique ? C'est plus que les parents n'en peuvent supporter. Ils ont donc des raisons sérieuses de vouloir qu'un aussi triste personnage s'en aille des terres de Martinique. Cependant, les parents ne doivent pas se faire beaucoup d'illusions quant à l'efficacité d'une telle revendication. Pour régler les problèmes d'enseignement en Martinique tout comme en Guadeloupe et en Guyane, c'est au système colonial tout entier qu'il faudra s'en prendre.

~~~~~

### GISCARD reçoit MOBUTU MAÎTRE et SERVITEUR

Jeudi dernier, le 9 juin, le dictateur zaïrois, Mobutu, était reçu à Paris par Giscard d'Estaing. Visite de remerciements ? C'est peut-être bien ce dont il s'agit ! Giscard ne vient-il pas de remettre en selle Mobutu, que menaçait sérieusement la rébellion partie du Shaba, dans le sud du pays. Et l'aide du gouvernement français n'a pas été déterminante sur le seul plan militaire, par le transport aérien des forces d'intervention marocaine et par l'acheminement d'armes, mais aussi sur le plan diplomatique et des relations internationales.

In fait la France des bourgeois s'est chargée de faire le sale travail : aider à liquider le foyer de révolte dans une région que ses ressources minières rendent particulièrement intéressante pour l'impérialisme.

In ce sens, si Mobutu a des raisons de venir dire merci, Giscard en tant que représentant de l'impérialisme a lui aussi de bonnes raisons d'être satisfait. Il a maintenu en place un serviteur fidèle, et il a rappelé par les armes et dans le sang que c'est toujours lui, l'impérialisme, qui fait la loi dans cette partie du monde.

## Guadeloupe

### A LA SOGMIA

### GREVE CONTRE LE LICENCIEMENT

Les travailleurs de la SOGMIA sont en grève depuis le 3 juin. Ils protestent contre la décision de la direction de licencier six de leurs camarades mécaniciens.

Quant à la direction, elle inscrit sa décision dans le cadre de la réorganisation de la société.

Cette réponse de la direction n'est qu'un grossier prétexte. En réalité, les capitalistes de la SOGMIA veulent protéger leur profit en faisant payer les frais aux travailleurs. Mais ceux-ci sont bien décidés à ne pas se laisser faire car ils savent que la crise que traverse la société capitaliste n'est pas l'oeuvre des travailleurs mais bien celle des capitalistes eux-mêmes. Ainsi les travailleurs de la SOGMIA ont raison de se mettre en grève pour la réintégration de leurs camarades licenciés. Toutefois, ils devraient pour donner plus d'efficacité à leur mouvement chercher à avoir l'appui des autres secteurs qui connaissent actuellement la même situation.

Directeur de publication : M.E.ZOZOR  
Commission Paritaire : N° 51728  
Correspondant du Journal : G. BEAUJOUR  
B. P. 214 P.A.P.  
B. P. 386 F.D.F.  
Ronéo du Journal : Pointe-à-Pitre

4 suppléments au mensuel. N° 75



## ANTILLES-GUYANE

### RENTREE SCOLAIRE 77-78 : INSUFFISANCE

#### NOTABLE DES CREATIONS DE POSTES

La rentrée scolaire 77 sera marquée en Guadeloupe comme en Martinique et en Guyane par une insuffisance notable du nombre de postes d'enseignement. Il y a en effet, pour la prochaine rentrée moins de postes créés que lors de la dernière rentrée 76-77. C'est ainsi que pour les CET (collèges d'enseignement technique) il y a en tout et pour tout 85 postes pour toute l'académie, dont 25 pour la Guadeloupe, alors que ce sont des centaines de postes qu'il faudrait créer pour faire face aux besoins de scolarisation dans ce cycle. Quant au second cycle long, collèges d'enseignement secondaire et lycées le nombre de créations dans l'académie, tous postes compris (enseignement et autres services) ne dépasse pas 60. Le caractère scandaleux de cette situation apparaît plus nettement quand on sait que pour certains établissements, la demande moyenne tournait autour de 10, 15 postes. A Carsterre, le CES à lui seul réclamait une vingtaine de postes environ. Au lycée technique de Baimbridge, il avait été demandé 8 postes, seuls 3 ont été accordés. Un bilan établissement par établissement révélerait encore plus la politique malthusienne du gouvernement français en

matière d'éducation dans l'académie des Antilles-Guyane. Une enquête intitulée Besoins-Vérité et organisée par les syndicats de la FEN avait révélé qu'il fallait plusieurs centaines de postes dans le seul second cycle pour répondre à peu près de manière satisfaisante aux besoins d'enseignants en Guadeloupe uniquement. Or, pour toute l'académie on n'atteint même pas la centaine pour la prochaine rentrée. La preuve est faite une fois de plus que le colonialisme français se moque éperdument de la formation et de l'avenir des jeunes dans les Antilles-Guyane. Déjà certains syndicats enseignants dont le SNES, s'apprêtent à organiser la riposte contre une telle politique. Il convient que l'unité la plus large se fasse contre la volonté manifeste des pouvoirs publics de maintenir l'enseignement et en particulier le second degré dans le sous-développement qu'il connaît dans cette académie.

Un front uni des élèves, des parents et de tous les personnels de l'éducation s'impose pour exiger que le gouvernement crée dès la prochaine rentrée les centaines de postes nécessaires dans l'académie.

## Guadeloupe

### FONTARABIE : UN AGRICULTEUR MEURT SOUS SON TRACTEUR

Encore une fois, un accident mortel s'est produit dans un champ de canne. Un agriculteur a eu le bassin broyé sous son tracteur renversé et devait décéder quelque temps après. Un de ses fils fut légèrement atteint.

Pour charger ses cannes, cet agriculteur devait conduire son tracteur sur une pente abrupte, et c'est cela qui causa l'accident de Petit-Bourg (Fontarabie).

Voilà qui allonge la liste des accidents pendant la récolte. Il est fréquent de voir chariots, camions ou tracteurs renversés sur le bas-côté des routes et dans les ravins, et cela tient du

miracle qu'il n'y ait pas plus de blessés ou de morts.

Le rythme de livraison des cannes imposé par les usines est infernal. De plus, la majorité des petits planteurs a ses cannes plantées dans des endroits très accidentés sur les mornes ou dans des fonds à l'accès très difficile pour un véhicule. Et ces terres ce sont les usiniers qui les ont loties et vendues aux planteurs, gardant pour eux les belles étendues plates. Ce sont donc les capitalistes usiniers les premiers responsables de tous ces accidents.

## Enlèvement du P.D.G. de Fiat : les patrons prêts à le sacrifier

C'est samedi 11 juin qu'expire le délai accordé par les ravisseurs du PDG de Fiat-France, Revelli-Beaumont, à la firme italienne de Turin pour verser les 15 milliards de rançon qu'ils réclament pour la libération de ce dernier. La firme a déjà fait connaître sa réponse : elle ne versera pas cette somme. De son côté la famille du PDG a multiplié démarches sur démarches mais en vain. La presse parlée a même fait état d'une correspondance que Revelli-Beaumont aurait eue avec son fils, dans laquelle il lui demandait de rappeler à Agnelli, patron de Fiat les nombreux services qu'il a rendus à la société au cours

de ses 29 ans de travail. Mais Revelli-Beaumont est bien placé pour savoir, lui qui a travaillé 29 ans en tant que patron que la vie d'un homme compte très peu pour ceux dont le seul objectif est le profit et qui ont troqué leur coeur contre un coffre-fort. Cela, les travailleurs s'en rendent quotidiennement compte, eux qui sont bien souvent victimes d'accidents de travail mortels. Qu'aujourd'hui un PDG en fasse la triste expérience et cela dans des conditions tout-à-fait exceptionnelles, ce n'est pas nous qui verserons des pleurs, même si nous ne sommes pas d'accord avec la méthode de ses ravisseurs.

## EDITORIAL

(suite)

dérer aux yeux des travailleurs et des couches laborieuses. Et Chirac et les siens savent qu'à ce moment-là, leur heure sera venue.

Telle est la raison pour laquelle le RPR tient à se démarquer de Giscard. Et c'est aussi la raison pour laquelle les travailleurs doivent comprendre que la voie parlementaire est pour eux sans issue. Ne compter que sur les élections ne peut qu'aboutir à des désillusions.

Une fraction importante de la classe ouvrière a montré récemment, en votant massivement à gauche et même à l'extrême-gauche, sa volonté de voir les choses changer réellement. Mais pour cela, il lui faudra traduire son mécontentement en actes, intervenir réellement dans la vie politique, prendre en charge elle-même ses propres revendications. Ce n'est qu'à cette condition qu'un véritable changement sera possible.

## Guadeloupe

### ECHOS DU COMMERCE

#### Unimag : les employés réclament leur dû

Au début du mois d'avril, il y a eu une augmentation du SMIC de 2,2 %. Or, les employés d'Unimag n'ont pas perçu cette augmentation. Il faudrait préciser qu'à la même époque les employés des grandes surfaces de la guadeloupe étaient en grève pour une augmentation uniforme de salaire de 500 F.

Bien entendu, pour les employés, les augmentations de salaire obtenues à la suite de cette grève ne mettaient point en question celle des 2,2 %. C'est pour quoi ils exigent que cette augmentation leur soit accordée.

Lors d'une première entrevue que les représentants du personnel ont eue avec le patron, celui-ci a promis de résoudre le problème. Mais depuis, les employés ont appris qu'il se trouve actuellement en France et ne reviendra qu'à la fin du mois de juillet. Ce monsieur a sans doute tout son temps, mais la patience des employés a des limites, il devrait s'en souvenir. Ils doivent se réunir bientôt, afin de prendre les dispositions nécessaires pour contraindre la direction à leur payer leur dû.

#### Prisunic-Raizet : Manoeuvres mesquines du patron

A la fin du mois de mars, Christian Rimbaud avait distribué dans une enveloppe 5 F, dits "de prime". Il avait même invité les employés qui n'avaient pas reçu cette enveloppe à venir la réclamer au bureau (histoire de désamorcer leur mécontentement).

Après la grève, sur la paie du mois de mai ils ont constaté que cette "prime" avait été retranchée.

Rimbaud prouve encore sa malhonnêteté et surtout sa mesquinerie. De telles manoeuvres pourraient faire rire si elles n'étaient aussi écoeurantes.